

1989 La fin d'un empire, L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est de Jacques Lévesque, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995, 331 p.

Pierre Binette

Numéro 29, printemps 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040028ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040028ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Binette, P. (1996). Compte rendu de [*1989 La fin d'un empire, L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est* de Jacques Lévesque, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995, 331 p.] *Politique et Sociétés*, (29), 200–203. <https://doi.org/10.7202/040028ar>

1989 La fin d'un empire, L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est
de Jacques Lévesque, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995, 331 pages.

Jacques Lévesque nous présente dans cet ouvrage une recherche et une réflexion rigoureuses sur la politique extérieure de Gorbatchev et la fin de l'empire soviétique. L'un des grands mérites de l'auteur est d'avoir évité le piège de l'explication ex-post. Il s'applique constamment à situer les événements dans leur contexte. Il s'agit d'une recherche extrêmement bien documentée. Non seulement l'auteur a-t-il dépouillé l'ensemble de la documentation soviétique de l'époque mais en plus, il a consulté une série de documents inédits notamment du Comité central du PCUS et du ministère des Affaires étrangères. Il faut ajouter à cela un nombre considérable d'entrevues ou de correspondance avec des acteurs de premier

plan comme M. Gorbatchev, A. Yakolev numéro 2 du régime après 1988 ou encore Jaruselski, Grosz ou Mladenov.

L'auteur nous présente dans un premier temps les aspects fondamentaux de la politique gorbatchévienne. Puis il fait une analyse systématique de l'application et des effets de cette politique dans chacun des pays d'Europe de l'Est. Cela lui permet de bien saisir l'évolution des attitudes soviétiques durant cette période.

Les objectifs de Jacques Lévesque sont d'identifier et d'expliquer les causes et les dynamiques qui ont conduit, en 1989, à l'effondrement des régimes communistes de l'Europe de l'Est. L'étude nous permet, entre autres, de mieux comprendre le refus de Gorbatchev de recourir à la violence pour maintenir les régimes et les États est-européens sous l'emprise de l'Union soviétique et ce, malgré «une longue tradition de violence et de répression» (p.12).

Le cœur de l'analyse se situe au niveau de l'évolution de la politique extérieure gorbatchévienne principalement à l'égard de l'Europe et des conditions générales de sa formulation et de son application. Le schéma explicatif qu'il nous présente considère les objectifs, les attentes, les contradictions et la part d'improvisation de cette politique extérieure de même que les influences tant internes qu'externes qui ont déterminé ses grandes orientations. Jacques Lévesque réfute l'affirmation selon laquelle l'URSS se serait départie des régimes est-européens en raison du coût économique qu'ils représentaient. Sans nier l'importance de ce facteur, il estime que l'éclatement de l'Empire a été le résultat d'une *évolution* dont l'orientation a été déterminée par un ensemble de facteurs parmi lesquels *l'aspect stratégique* et les *considérations d'ordre politique et idéologique* ont été décisifs.

L'auteur démontre clairement que la politique extérieure a été le lieu privilégié d'action de Gorbatchev notamment parce qu'il y possédait une marge de manœuvre plus importante face à l'opposition conservatrice. Conscient de l'incapacité de son pays à concurrencer les États-Unis dans la course aux armements la première priorité de Gorbatchev fut le désarmement et surtout la mise au rancart du projet IDS du gouvernement américain.

À la fin de 1987, bien que cette priorité resta importante, l'Europe vint à occuper une place centrale dans la politique extérieure de Gorbatchev. Le discours sur la «maison européenne» visait, entre autres, une intégration accrue de l'URSS dans les affaires européennes. Le salut de l'URSS passait par cette intégration. Ce discours «occidentaliste» et les nouvelles attitudes à l'égard des États-Unis, ancien ennemi juré, supposaient des modifications

dans la théorie soviétique des relations internationales et de la place qu'y occupe l'URSS. C'est ce que Jacques Lévesque appelle l'«idéologie de transition». Parmi les principaux thèmes de cette «nouvelle pensée», notons, d'une part, la mise au rancart de la coexistence pacifique, de l'équilibre des puissances et de la lutte des classes comme facteur dominant des relations internationales et, d'autre part, la valorisation des notions de droits de l'homme, d'équilibre des intérêts entre les États et d'interdépendance. Les différents processus de mondialisation accentuent la tendance à l'interdépendance et oblige les États à coopérer afin de trouver des solutions globales à des problèmes globaux comme ceux de la sécurité, du sous-développement et de l'environnement.

L'une des principales préoccupations de Gorbatchev fut sa crédibilité. Or, cette nouvelle interprétation des réalités internationales lui permettait de se présenter face à l'opinion mondiale comme le nouveau leader progressiste de ce monde en changement. Mais il ne s'agissait pas uniquement d'avoir de nouvelles idées, il fallait aussi de nouvelles politiques. Selon Lévesque, les mesures de désarmement unilatérales et la non-ingérence dans les affaires est-européennes dont fit preuve Gorbatchev lui permirent de gagner cette crédibilité et d'obtenir un certain pouvoir de négociation.

La recherche de Jacques Lévesque démontre que Gorbatchev n'avait pas au départ de plan précis quant à l'avenir des régimes est-européens. Comme nous l'avons mentionné, le principe de base qui guida son action ou son inaction politique face à ces pays surtout après 1988 fut celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Non seulement refusa-t-il d'obliger les régimes est-européens à adopter sa politique de réformes, mais au moment décisif du choix de régimes politiques par ces pays il s'abstint d'intervenir.

De surcroît, ses initiatives et ses succès en matière de politique extérieure conjugués à sa prétention d'être l'«initiateur» de la réorganisation des rapports internationaux et le *sauveur du socialisme*, permirent à Gorbatchev de contrer ses opposants au sein de la direction soviétique. C'est ce que Lévesque appelle l'«idéologie initiativiste». L'analyse approfondie de cette idéologie est très intéressante.

En effet, progressivement, en raison des résultats catastrophiques de la restructuration économique, la transformation démocratique du modèle politique soviétique (*glasnost*) fut non seulement présentée par les réformateurs comme une condition obligatoire à la réussite de la *perestroïka*, mais elle devint leur motivation première, leur raison d'être, leur légitimation. La volonté d'établir un nouveau système de légitimation

du pouvoir soviétique conjugué au carcan de la politique européenne de Gorbatchev explique dans une large part l'abandon de la doctrine Brejnev par ce dernier et la fin de l'Empire.

Cette recherche d'un nouveau système de légitimation est une donnée essentielle à la compréhension de l'attitude de l'URSS à l'égard de l'Europe de l'Est. En effet, la réversibilité de la révolution socialiste aurait été inacceptable sans la remise en question du dogme de la supériorité historique du socialisme sur le capitalisme.

Pour Jacques Lévesque, la XIX^e Conférence du Parti communiste (28 juin au 1 juillet 1988) et les semaines qui suivirent ont été décisives pour la suite des événements. Débarrassé depuis la fin septembre de l'opposition conservatrice et notamment de leur chef de file Igor Ligatchev, Gorbatchev s'engage dans une réforme systématique du modèle politique soviétique. L'instauration d'un État socialiste de droit au pouvoir accru et la recherche d'une nouvelle légitimité du pouvoir du Parti furent les principaux jalons de cette réforme. Gorbatchev vint progressivement à favoriser l'instauration graduelle en URSS et dans les pays est-européens d'un socialisme démocratique qui accorde une place prépondérante aux mécanismes de marché. Dans la perspective des réformateurs soviétiques, ce nouveau système plus viable économiquement et politiquement aurait permis à l'Union soviétique non seulement de préserver sa zone d'influence en Europe mais aussi d'accroître son poids politique sur le continent.

Lévesque démontre avec justesse que si la chute du Mur de Berlin a été le moment de gloire par excellence de Gorbatchev, les conditions de la réunification de l'Allemagne lui firent perdre son pouvoir de négociation et l'initiative qu'il possédait depuis 1985 sur la scène internationale. Le plan Kohl de la réunification présenté en novembre 1989 qui signifiait la fin du socialisme en Allemagne mettra en crise l'«idéologie initiativiste». Cela contribuera de façon décisive à l'effondrement de l'empire et à l'éventuelle perte de contrôle par Gorbatchev de sa politique intérieure. De plus, Jacques Lévesque précise que l'appartenance de la nouvelle Allemagne à l'OTAN conduisit à la disparition du Pacte de Varsovie « principale structure d'appartenance de l'URSS à l'Europe » (p. 286). Privée de sa monnaie d'échange, otage de ses « bonnes relations avec les puissances occidentales et la RFA » et de sa nouvelle légitimité, la politique extérieure gorbatchévienne produisit les effets inverses de ses buts escomptés à savoir la diminution radicale de l'influence soviétique en Europe.

Pierre Binette
Université de Sherbrooke